

J'ai dit que l'inflation était toujours là. Je ne vais pas reprendre toutes les statistiques antérieures à la période des contrôles, ni expliquer comment nous sommes retombés, ni rappeler que, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, on prévoit que les choses vont empirer. Les prix à la ferme diminuent. Mais les coûts des cultivateurs augmentent. Les prix des aliments ne cessent de monter. Presque tous les produits de consommation accusent des hausses de prix. Comme je le disais tantôt, tous les Canadiens, quelle que soit la province qu'ils habitent, sont aux prises avec un chômage qui n'a pas eu son pareil depuis la grande crise.

Le manque de confiance que manifestent actuellement les marchés internationaux à notre endroit traduit dans une certaine mesure l'échec du premier ministre du Canada (M. Trudeau) et des premiers ministres des provinces. Cependant, la faute retombe surtout sur les épaules du premier ministre puisque c'est lui qui a convoqué la conférence qui a eu lieu à Ottawa la semaine dernière.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: J'entends un libéral se récrier. Sans doute était-il à la conférence avec les cinéastes en train de préparer la propagande électorale. La conférence avait été préparée par le gouvernement central. Celui-ci avait l'obligation de présenter aux premiers ministres représentant tous les partis des propositions à court et à long terme pour juguler l'inflation et le chômage. Ils n'ont rien fait de tel au cours des trois jours de manœuvres électorales la semaine dernière.

Je veux éviter les déclarations générales autant que possible. Je veux parler franchement et ouvertement de l'économie et de l'attitude dont font actuellement preuve non seulement le premier ministre et le ministre des Finances, mais, j'ai le regret de le dire, presque tous les premiers ministres provinciaux, à l'exception d'un seul. Personne ne sera surpris que je dise que l'exception est Allan Blakeney de la Saskatchewan.

J'espère ce soir que nous pourrions avoir un débat sérieux sur les façons de mener l'économie. J'aimerais faire valoir les avantages d'une économie mixte. Ce qui m'a épouvanté le plus à m'en faire perdre la parole au sujet de la conférence la semaine dernière, c'est que nous avons entendu répéter ce qu'on ne peut décrire au XX^e siècle que comme des banalités économiques qui ne veulent rien dire. Nous en avons entendues de la part du premier ministre, du ministre des Finances et des premiers ministres de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario.

Qu'est-ce que je veux dire par là? Je veux dire qu'il est en train de s'établir un nouvel esprit de sagesse au plus haut niveau de débat politique au Canada. C'est comme si nous n'avions pas vécu les années 20 et 30 non seulement en Amérique du Nord, mais dans le monde. Les mots que nous avons le plus entendus à la conférence d'Ottawa, et ils étaient prononcés par le parti conservateur et le gouvernement, étaient qu'il nous fallait revenir à l'entreprise privée, que le gouvernement devait se retirer de l'économie. Vous pouvez entendre les applaudissements des deux côtés de la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: N'exagérez pas, Ed.

Finances

M. Woolliams: Je n'ai rien entendu.

M. Broadbent: Je veux qu'on me saisisse bien. Un député de l'arrière-ban libéral craint que j'aie laissé l'impression qu'il est d'accord avec mon argumentation. Ce n'est pas du tout ce que je dis. Je dis que, quand j'ai parlé de cliché magique, de libre entreprise et du retrait du gouvernement de l'économie, certains libéraux et conservateurs ont applaudi à l'idée.

● (2032)

M. Woolliams: C'est comme pour la prospection du gaz en Saskatchewan, les sources sont taries.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, c'est vraiment incroyable. En 1929, quelques semaines avant l'effondrement de la Bourse, c'est exactement ce que disait Herbert Hoover: «Nous devons laisser aux hommes d'affaires le soin de régler l'économie, et si seulement les gouvernements faisaient ce qu'ils ont à faire—et par là, il entendait ne rien faire—ce serait merveilleux.»

Quelques semaines plus tard, le marché boursier s'effondrait et dans l'espace de quelques mois, c'était le début de la plus grande dépression du siècle. Aujourd'hui, qu'il s'agisse des soi-disants porte-parole de la grande majorité des gouvernements provinciaux, du ministre des Finances et du premier ministre on nous ressort le même cliché. Mais Herbert Hoover avait au moins deux raisons de penser ainsi, et R. B. Bennett en avait une, c'est que ni l'un ni l'autre n'avait connu auparavant de dépression, et qu'ils n'avaient pas l'expérience que nous avons...

Une voix: Car vous en avez?

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, l'ignorance qui règne en cet endroit est incroyable.

M. Woolliams: Vous ne sauriez dire mieux. Je n'ai jamais entendu de propos si ignorants.

M. Broadbent: On se croirait à bord du *Titanic*, en train de rire et de sabrer le champagne, tout comme au temps de Herbert Hoover qui, en acceptant tranquillement le système du marché, donnait l'impression que tout irait bien.

Des voix: Oh, oh!

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Il semble que la nuit sera bien longue. Je conseille à tous les députés d'écouter. Chaque orateur a 20 minutes.

M. Broadbent: Ce que j'affirme au nom de mon parti, c'est qu'il est temps que quelqu'un dise la vérité, c'est-à-dire que nous vivons dans une économie mixte. La puissance économique la plus importante au Canada aujourd'hui, que ce soit à l'échelle provinciale ou à l'échelle fédérale, c'est le gouvernement en poste. Voilà la réalité. La situation a bien changé depuis les années 20 et 30. Au lieu de cesser d'investir à une époque où nous avons un million de chômeurs et au lieu de dire que nous devons tout laisser au secteur privé, qui n'investit pas à l'heure actuelle et qui n'a pas fait d'investissements importants depuis plus de trois ans, nous devrions nous servir du secteur public avec créativité et originalité.